**Zeitschrift:** Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier
**Herausgeber:** Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier
**Band:** 17 (2001)

**Artikel:** L'émigration italienne en Suisse et les événements de 1898
**Autor:** Vuilleumier, Marc
**DOI:** https://doi.org/10.5169/seals-520263

**Nutzungsbedingungen**
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

**Conditions d'utilisation**
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

**Terms of use**
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF:** 09.12.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch**

# L'ÉMIGRATION ITALIENNE EN SUISSE ET LES ÉVÉNEMENTS DE 1898

**Marc Vuilleumier**

***Avant-propos : le train des Italiens, un épisode oublié de l'histoire suisse***

L'épisode relaté ci-dessous bénéficie d'une double appellation : *« le train des Italiens »* en français et en allemand ; les *« Bande svizzere »* en italien. D'un grand retentissement sur le moment, en 1898, il s'est promptement effacé de la mémoire collective du pays. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, la presse socialiste le rappelait ou le mentionnait parfois quand elle dénonçait les atteintes au droit d'asile, mais sans en refaire l'histoire, en se bornant à sa fin : la livraison des occupants du train aux autorités italiennes. Quant au monde officiel et aux autres partis, ils n'avaient aucun intérêt à rappeler cet événement peu glorieux. Aussi, comme c'est le cas des points gênants de l'histoire suisse, n'apparaît-il pas dans les ouvrages consacrés à la fin du XIX^e^ siècle.

Hans Tschäni, rédacteur du *Tages Anzeiger Magazin*, qui, il y a une quinzaine d'années, publiait volontiers des études sur ces pages oubliées, écrivait, le 25 octobre 1975, qu'il avait vainement feuilleté une demi-douzaine d'histoires de la Confédération sans y trouver mention du *« train des Italiens »* de 1898. L'article de Ruedi Jost qu'il préfaçait ainsi est, à notre connaissance, le premier travail sur le sujet. Il se fonde exclusivement sur un dépouillement assez poussé de la presse.

Malgré ces pages de magazine, l'affaire avait tellement disparu des mémoires que, lorsque nous en présentâmes un bref aperçu dans le cadre d'un exposé plus général sur les travailleurs italiens en Suisse au temps de la Deuxième Internationale, à l'assemblée de la Société suisse d'histoire économique et sociale, le 19 novembre 1977, à Lausanne, le professeur Erich Gruner déclara que l'événement lui était demeuré inconnu jusqu'alors et plusieurs autres participants firent de même.

Un an auparavant, Alceo Riosa nous avait demandé de participer à un colloque sur Anna Kuliscioff et son temps, à Milan, en décembre 1976. Comme nous n'avions rien d'original à dire sur la célèbre militante, nous proposâmes une communication sur l'émigration italienne en Suisse et les événements de 1898, ce qui fut accepté. Le texte, traduit en italien non sans quelques erreurs, parut en 1978. Toutefois, isolé dans un volume consacré à la personnalité et à l'action d'Anna Kuliscioff, mal diffusé du fait de la disparition de l'éditeur, l'article est demeuré largement ignoré, même des auteurs qui ont traité par la suite des événements de 1898.

C'est pourquoi il nous a semblé utile d'en donner aux lecteurs des *Cahiers* la version originale inédite, sans y apporter de retouches. Depuis sa rédaction, nous avons, au cours de nos recherches sur l'immigration italienne

en Suisse, accumulé une documentation complémentaire, entre autres sur les participants à l'expédition, que nous espérons utiliser dans un petit ouvrage.

Depuis 1978, deux autres études ont été consacrées aux «*Bande svizzere*» dont la première n'a pas tenu compte de notre travail. Il s'agit d'un article de Gian Carlo Maffei, dans le *Bollettino storico della Svizzera italiana* de 1979. Il se fonde essentiellement sur le carton des Archives fédérales consacré à l'affaire. La seconde est un petit volume de Claudio Manella, *Le Bande svizzere. 1898: italieni in rivolta,* paru à Milan en 1998. Outre le récit de l'événement, il comporte de nombreuses références aux documents du Ministère des Affaires Etrangères à Rome, dont certains sont publiés en annexe.

***

On sait que les événements de Milan, en mai 1898, furent la cause indirecte d'une certaine tension entre la Suisse et l'Italie; la publication des documents diplomatiques italiens, l'étude de Fernando Manzotti sur les rapports entre les deux pays au moment de la crise de 1898, les notes de Gabriele De Rosa à la correspondance Pareto-Pantaleoni, fournissent de nombreuses indications sur le conflit entre les deux Etats[1]. Mais, ce qui fut son origine, c'est-à-dire l'agitation des ouvriers italiens en Suisse et leur tentative de marcher vers la frontière pour prendre part à la révolution qu'ils s'imaginaient avoir éclaté dans leur pays, ces événements-là n'ont pour ainsi dire pas été étudiés. L'épisode a certainement été volontairement exagéré par le gouvernement italien qui, Umberto Levra le rappelle opportunément dans son ouvrage, était toujours prêt à dénoncer les connivences de l'étranger avec les troubles intérieurs du pays. A l'opposé, il a été minimisé par les adversaires de Di Rudini, à commencer par Colajanni, dans son ouvrage sur les événements de 1898. Ni les républicains, ni les socialistes n'avaient intérêt à donner des informations sur un mouvement qui aurait pu fournir des arguments à la répression gouvernementale.

Et, encore aujourd'hui, c'est un peu à cette tradition que se rattache U. Levra, dans les quelques pages qu'il consacre à cet épisode; il parle du caractère mythique des bandes et montre l'exploitation par le pouvoir des fausses nouvelles pour justifier l'extension de l'état de siège à la province de Côme[2].

Que ces rassemblements n'aient présenté aucun danger réel pour le gouvernement de Rome, c'est l'évidence, mais qu'il se soit trouvé, au lendemain des événements de Milan, plusieurs milliers d'ouvriers italiens à se réunir et à manifester dans la plupart des villes suisses, qu'il s'en soit trouvé plus d'un

---

1. *I documenti diplomatici italiani*, Terza serie: 1896-1907, vol. 2 et 3, Rome, 1958 et 1962. Fernando Manzotti, «I rapporti italo-svizzeri e la crisi italiana del'98», in *Atti e Memorie della Accademia Nazionale di Scienze e Arti di Modena*, Série VI, vol. 4, 1962, pp. 151-166; Vilfredo Pareto, *Lettere a Pantaleoni*, a cura di Gabriele De Rosa, t. II, Rome, 1960.

2. Umberto Levra, *Il colpo di stato della borghesia. La crisi politica di fine secolo in Italia. 1896/1900*, Milan, 1975, pp. 116-117. L'auteur y parle de «*presunta invasione*», «*presunti movimenti della bande*».

millier pour se mettre en route vers la frontière, ce sont là des faits qui ne peuvent laisser indifférent l'historien. C'est la raison pour laquelle, dans le cadre d'une recherche encore en cours sur les travailleurs italiens en Suisse avant 1914, nous avons essayé de procéder à une analyse critique des sources dont nous pouvons disposer, en Suisse, sur cet épisode peu connu.

Elles sont relativement riches: les correspondances et les rapports des diverses polices cantonales envoyés au procureur général de la Confédération, chargé de toutes les questions de surveillance politique; les actes officiels, l'étude de la presse, tant bourgeoise que socialiste, les débats parlementaires fournissent une documentation abondante[3]. Ajoutons-y le récit extrêmement précis et détaillé, rédigé par l'un des participants, le socialiste Francesco Berutti. Ce cordonnier d'origine turinoise, parti de Lausanne avec ses camarades, prit part à cette longue expédition qui s'acheva par la livraison des participants aux troupes italiennes et la prison pour lui et pour nombre de ses camarades[4]. En 1903, il fit paraître son récit dans le *Sempre Avanti*, puis en une brochure, munie d'une préface d'Oddino Morgari[5]. Cette publication s'insérait dans la polémique réformiste; aussi s'en prend-elle avec virulence au verbiage révolutionnaire, aux actions inconsidérées et soumet à une vive

---

3. «Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur le mouvement des Italiens en Suisse à l'occasion des troubles de Milan (du 13 juin 1898)», in *Feuille fédérale*, 1898, III, pp. 373-392, Archives fédérales, Berne, *Bundesanwalt Polizeidienst* 1889-1920, Bd. 53, ainsi que: Département politique fédéral, Bestand 2001, n° 281. D'autres documents se rapportant à tel ou tel personnage ont été regroupés, par les archives, en dossiers personnels; nous les citerons par la suite. Notre récit des événements se fonde essentiellement sur ces documents ainsi que sur le dépouillement de la presse.

4. Francesco Berutti, né en 1876 à Turin, cordonnier, avait connu une existence agitée, semblable d'ailleurs à celle de nombre d'émigrés. Dans le relevé de ses condamnations, envoyé par la Sûreté publique de Rome au procureur général de la Confédération, en 1903, on trouve les éléments suivants: une condamnation à Turin, en 1894; 15 jours de prison pour vol à Marseille en 1895, suivis d'une expulsion de France, le 23 avril 1895; contravention à la sûreté publique, puis incitation à la haine, en 1897, à Turin; le 23 juillet de la même année, il est condamné à Nantes, pour contravention à l'arrêté d'expulsion pris contre lui. Le 15 février 1898, à Turin, il est condamné à 10 jours de prison pour contravention à sa feuille de route. Le 10 mai 1898, la police lausannoise le remarque, sur la place de la Riponne, entre autres quand, avec d'autres ouvriers du bâtiment, il menace un patron qui refuse de payer immédiatement ses maçons désireux de partir pour l'Italie. Le 28 juin 1898, le tribunal militaire de Milan le condamne à 15 mois de prison pour sa participation aux *«Bande svizzere»*. En juin 1899, il quitte Turin pour Berne où il doit avoir travaillé comme maçon ainsi qu'à Bienne. En 1902, il se fixe avec son père à Aubonne; il joue un rôle dans l'organisation syndicale des maçons et manœuvres de la région ainsi que dans celle du Parti socialiste italien en Suisse dont l'organe, *L'Avvenire del Lavoratore*, publie fréquemment des articles de lui et parle de ses activités (Arch. féd., *Bundesanwaltschaft*... Bd. 134, dossier Berutti).

5. Francesco Berutti *Le Bande Svizzere. Episodio tipico dei moti di Maggio 1898*, con Prefazione del Deputato Oddino Morgari, Arona, Tipografia Alganon e Cie, 1904, 88 p. Il en existe un exemplaire aux Arch féd., *Bundesanw.....*, Bd. 12, dossier du congrès de Capolago, p. 81 (où cette brochure n'a rien à faire) et un autre aux Archives d'État de Bellinzone.

critique tout le déroulement de l'expédition. D'où l'intérêt de ce texte dont l'exactitude peut être confirmée sur nombre de points par d'autres sources.

Ajoutons encore que, du côté suisse, ces événements sont aujourd'hui à peu près complètement oubliés, ce qui n'a rien d'étonnant quand on connaît la capacité de notre historiographie nationale à passer sous silence ce qui pourrait ternir la vison qu'elle entend donner du passé. A tel point oublié, d'ailleurs, que la seule étude qui leur ait été consacrée est un article de magazine, paru il y a un an, où le rédacteur déclare en introduction avoir feuilleté une demi-douzaine d'histoires de la Suisse sans rien trouver à ce sujet[6].

Essayons, pour commencer de résumer brièvement ce qui s'est passé en Suisse dans la semaine qui suit l'insurrection de Milan, du 9 au 16 mai, de faire un récit aussi clair et succinct que possible de ces événements tumultueux et passablement embrouillés[7]. Nous essayerons par la suite d'en dégager quelques caractéristiques essentielles, de voir en quoi ils sont révélateurs et peuvent fournir des indications sur la mentalité de ces masses d'ouvriers émigrés et, enfin, dans quelle mesure ils marquent peut-être une rupture dans l'histoire de l'émigration italienne en Suisse.

Tout commence, en fait, au moment où, à Milan, les troupes de l'ordre tirent leurs dernières cartouches le lundi 9 mai. Ce jour-là, à Lausanne, nombre d'ouvriers italiens ne se rendent pas au travail; ils se rassemblent au Cercle socialiste pour discuter des événements; un cortège se forme, parcourt les rues de la ville en débauchant les maçons et terrassiers qui s'étaient rendus à leurs chantiers. Le soir, tout le monde se retrouve en un meeting immense, plus de 1000 personnes, pour lequel on doit, au dernier moment, aller à la recherche d'un local adéquat, vu l'affluence inattendue. C'est là qu'apparaît et est adoptée l'idée de marcher vers la frontière.

Même résolution à Genève où, là aussi, se tient une assemblée de quelque 900 personnes.

Le mardi 10 mai, le matin, nouveau défilé dans les rues de Lausanne: 1500 personnes; l'après-midi, c'est le départ, à pied, en direction du Grand Saint-Bernard. Les partants sont d'abord accompagnés de nombre de leurs camarades qui, peu à peu, lâchent le cortège. Ils sont néanmoins quelque 500 qui arrivent à Montreux, le soir, où ils bivouaquent dans les entrepôts d'un entrepreneur italien. Le lendemain, mercredi 11 mai, changement de cap: un nouveau plan a été adopté. Plus question de dévaler sur le val d'Aoste: on se rendra sur la frontière du Tessin, par Berne et Lucerne. La troupe rebrousse

---

6. *Tages Anzeiger Magazin*, Zurich, no 43, 25 octobre 1975. L'article non signé, se fonde essentiellement sur le rapport du Conseil fédéral et sur le dépouillement de quelques grands journaux. Que se serait-il passé, s'interroge le rédacteur, si, en 1970, le demi-million d'Italiens qui travaillaient en Suisse avaient pris brusquement le chemin de la frontière? Cette hypothèse a d'ailleurs servi de trame à une nouvelle d'Anne Cuneo *La vermine* (Fable, Lausanne, CEDIPS, 1970, 120 p.) qui est *« une contribution* [...] *à la lutte anti-xénophobe qu'une partie de l'opinion suisse mène actuellement »*.

7. Pour ce récit succinct, nous renonçons à indiquer par le détail nos sources: ce sont les pièces officielles indiquées à la note 3, la brochure de Berutti et l'ensemble de la presse suisse consultée.

chemin, repasse par Vevey et gagne la station de Chexbres, sur la ligne Lausanne-Berne, où elle prend le train. Ils sont exactement 310 à passer par le tourniquet qui donne accès au quai. Mais l'argent manque et l'on n'a pu prendre un billet collectif que jusqu'à Romont. L'étape Romont-Fribourg se fait à pied, mais en cette ville, on peut faire de nouvelles recrues et l'on trouve l'argent nécessaire pour reprendre, au nombre de 395, le train jusqu'à Berne où la troupe débarque, harassée. Elle va bivouaquer dans la halle d'un manège que la ville met à la disposition de ces hôtes qui pourraient s'avérer encombrants.

Le jeudi 12 se passe à Berne, où la bande se repose et se restaure au *Volkshaus*, où les organisations socialistes suisses et italiennes l'accueillent. Elle se renforce également en recrutant quelques dizaines d'ouvriers italiens de l'endroit et en recevant quelques petits groupes venus d'autres villes: Neuchâtel, Evian, Bex, Aigle, Monthey... Pendant ce temps, dans toute la Suisse, assemblées et meetings se poursuivent: à Neuchâtel, à La Chaux-de-Fonds où, le 13 dans l'après-midi encore, les ouvriers italiens cessent le travail pour défiler en ville avec le mot d'ordre *« A la frontière! »*; à Zurich, du 10 au 12 mai, diverses réunions se déroulent; on y discute des possibilités de se rendre en Italie et l'on a formé pour cela un comité qui siège en permanence et qui a rassemblé l'argent du voyage; le 12 mai, quelque 500 ouvriers italiens restent assemblés toute la journée devant le local de l'*Eintracht*, la société des ouvriers allemands, dont la vaste salle et les locaux servaient aux réunions ouvrières; le soir, 300 d'entre eux se rendent à la gare et 85 montent dans le train pour l'Italie. Prévoyant, le chef de la police retarde le départ et fait au préalable fouiller les voyageurs, confisquant ainsi 9 revolvers et de la munition tout récemment achetés par leurs possesseurs.

Le vendredi 13, à quatre heures du matin, la troupe venue de Lausanne, qui avait encore passé la nuit à Berne, s'embarquait dans un train spécial pour Lucerne, où elle débarque avec un effectif de 543 hommes. Après divers incidents, dus au fait que plus d'une centaine d'entre eux n'avaient pu payer leur billet et que la direction du chemin de fer du Gothard avait reçu, du gouvernement fédéral, l'ordre de ne pas laisser partir plus de 300 personnes à la fois, après toute une journée passée à attendre à Lucerne, l'expédition se heurte, pour la première fois, à une certaine résistance de la part des autorités; elle se fractionne: 70 se laissent convaincre de rebrousser chemin; quelques dizaines poursuivent le voyage en petits groupes, prenant le train du Gothard ou le bateau pour Fluelen, tandis que le gros de la troupe, renforcé par quelques rares recrues locales, prend, à pied, la route du Gothard, au nombre de quelque 400, tard dans la soirée.

Après une marche de nuit, plusieurs contingents se détachent encore du groupe principal pour prendre le train. Avec d'autres, ils arriveront au Tessin sans incidents notables, passant la frontière individuellement ou demeurant en territoire suisse, soit qu'ils aient été refoulés à Airolo déjà, soit qu'ils se soient arrêtés plus loin où, sans moyens, certains seront rapatriés par le gouvernement tessinois, ou avec l'aide des organisations ouvrières suisses. Quant à la troupe des irréductibles, réduite à quelque 240 personnes, elle s'embarque à une station de la ligne du Gothard pour Airolo. Mais là, le gou-

vernement tessinois a pris ses mesures et une compagnie de soldats empêche les voyageurs de débarquer et, comme ils en avaient l'intention, de descendre à pied la vallée de la Leventine en recrutant sur leur passage leurs compatriotes occupés dans les nombreuses carrières de granit.

Remis dans le train avec la perspective d'être transportés directement à la frontière, les membres de l'expédition essayent de s'échapper en débarquant à une gare dégarnie de troupes. Ils reprennent alors la route et s'arrêtent pour la nuit dans un village où l'on met à leur disposition un local. Mais, le lendemain, dimanche 15, mauvaise surprise au réveil: des soldats occupent toutes les issues; les ouvriers sont conduits à la gare et embarqués dans un train dont chaque wagon est surveillé par des militaires. Après une escale à Bellinzone, où on les restaure et où l'on confisque toutes les armes, le train arrive à Chiasso, où les soldats suisses l'accompagnent jusqu'au pont qui marque la frontière; là, les *bersaglieri* les remplacent, prenant en quelque sorte livraison du convoi, jusqu'à Côme, où le voyage s'achève à la prison (15 mai).

Entre-temps, le jeudi 12 mai, à une heure du matin, 160 ouvriers italiens de Genève s'étaient embarqués pour Brigue; rejoints en cours de route par une vingtaine de camarades, ils franchissent le Simplon à pied et essayent de passer la frontière. Les uns y parviennent, quitte à se faire prendre plus loin, d'autres se bornent à échanger des injures et un ou deux coups de pistolet avec les douaniers et soldats italiens tandis que la plus grande partie se réfugie à l'hospice, d'où les autorités valaisannes les feront partir sans difficulté les jours suivants.

Tel est, pour l'essentiel, le déroulement des événements. Mais, avant d'en analyser certaine aspects plus particuliers, je voudrais insister sur l'importance numérique de la participation à cette folle expédition. Pour l'apprécier correctement, il faut bien voir que le nombre de ceux qui ont directement pris part à cette marche est beaucoup plus élevé que l'effectif maximum atteint par la troupe: 5 à 600. En effet, celle-ci se renouvelle sans cesse: beaucoup abandonnent tandis que de nouvelles recrues viennent combler les vides. En tenant compte uniquement des chiffres officiels (nombre de billets délivrés, rapports de police), on arrive, pour l'ensemble des Italiens qui ont pris part d'une manière durable à l'une ou l'autre de ces expéditions (départs de Zurich et troupe du Simplon compris), à un effectif minimum qui dépasse largement le millier. Si l'on tient compte que les départs ne se sont faits que dans un nombre relativement restreint de localités, c'est beaucoup. Même si l'on compare ce chiffre à celui des Italiens résidant alors en Suisses: quelque 100000. Et le fait n'a pas manqué d'être relevé par les journalistes.

Ce qui frappe dans le comportement et l'attitude de ces foules, que ce soit dans les manifestations de rue, les meetings ou les marches, c'est leur caractère bon enfant, relevé par tous les observateurs. A Lausanne, le lundi, tout commence très calmement, par un rassemblement devant le local de la section socialiste, puis sur la place, près du kiosque où l'on a été acheter les journaux; pour mieux discuter des événements, on n'a pas été travailler; il fait beau, on en profite. C'est un peu le «lundi bleu» traditionnel, que les conditions de travail sont encore loin d'avoir fait disparaître des mœurs ouvrières. Remarquons à ce propos que, dans le bâtiment, en temps normal,

les Italiens étaient moins portés à y sacrifier que les ouvriers autochtones; d'où la préférence donnée par les patrons aux transalpins et la jalousie des Suisses.

Les cortèges se déroulent dans la même ambiance. Quelques incidents mineurs à Lausanne: un patron qui n'a pas les moyens de payer sur le champ ses ouvriers désireux de partir est menacé; à Genève, un honorable Français, touriste de passage, se refuse à donner son obole aux manifestants qui collectent auprès des passants l'argent nécessaire au voyage: il est suivi, houspillé et assiégé dans le poste de police où il s'est réfugié; les gendarmes doivent le dégager par une charge[8].

Mais autrement, ce caractère bon enfant se maintient durant une bonne partie des manifestations et des marches. Lors du départ de Lausanne, un couple de jeunes mariés revêtus d'amples écharpes rouges ouvre la marche. Les symboles, d'ailleurs, jouent un grand rôle: le drapeau rouge du syndicat des maçons et terrassiers est en tête du cortège; mais, beaucoup trop lourd, il sera bientôt renvoyé à Lausanne; à Vevey, on s'arrache les foulards, écharpes et mouchoirs rouges que vend un marchand, tout heureux de cette aubaine inattendue... Pas de violence, aucune agressivité, sinon verbale à l'égard du gouvernement italien. C'est à peine si l'on se permet un ou deux quolibets à l'adresse de quelques curés rencontrés sur les routes fribourgeoises. Pas de déprédations ou de vols. Lors de la marche de nuit, depuis Lucerne, la police, prévoyant que des retardataires chercheraient à s'installer dans quelque grange ou s'adonneraient à la maraude dans les jardins, suivit discrètement la troupe; mais rien ne se produisit et il n'y eut aucune plainte. De plus, dans tous leurs discours, tant au départ de Lausanne que par la suite, les orateurs italiens ne manquent pas de rendre hommage au pays où ils travaillent, au peuple suisse et à son régime démocratique qu'ils opposent à celui de la Péninsule.

Aussi l'opinion publique se montre-t-elle, sinon favorable, tout au moins dépourvue de toute hostilité. A Genève, à Lausanne, les passants versent volontiers leur obole. Les reporters, s'ils condamnent l'irréalisme total de ces manifestations, rendent hommage aux sentiments qui les inspirent. Ainsi, celui de la très gouvernementale et radicale *Revue*, de Lausanne, écrit, de Berne, le 12 mai: *« A vrai dire, ces gens sont admirables et il n'est personne qui, en les voyant, en leur parlant, ne se sente pris d'une profonde sympathie. Ce dévouement à une cause, à un idéal qui leur a fait quitter le travail d'un jour à l'autre et les berce de douces illusions, a quelque chose de vraiment touchant, mais aussi de profondément attristant lorsqu'on songe à l'inanité de leurs rêves d'avenir. »*

---

8. Archives d'Etat, Genève, Département de Justice et Police, Archives de Police, dossier no 8157. Ce petit fonds, constitué d'un ensemble de dossiers hétéroclites devenus inutiles et relégués en ses «archives» par la police, à une époque indéterminée, est le seul versement du Département de Justice et Police pour cette période. La situation n'est guère plus brillante dans les autres archives romandes.

Autre élément qui détermine cette sympathie: l'hostilité assez générale de la presse à l'égard des gouvernements Crispi et Di Rudini, tant dans les feuilles radicales que dans les organes les plus conservateurs.

A cette attitude de l'opinion publique correspond, dans un premier temps, celle des autorités. Lorsqu'on reprochera, plus tard, au Conseil fédéral de ne rien avoir fait pour empêcher les rassemblements et les déplacements, il se défendra en rétorquant qu'il répugnait à prendre des mesures contrevenant à la liberté de parole, de réunion et de déplacement et qu'il lui était impossible d'empêcher des gens de rentrer dans leur pays; d'autant plus que, le gouvernement italien ayant rappelé des réservistes, il n'était pas facile de faire la différence entre les ouvriers italiens qui retournaient chez eux pour s'acquitter de leurs obligations militaires et ceux qui s'y rendaient pour y faire la révolution. Certes, il avait donné des ordres au chemin de fer du Gothard pour éviter les transports par trop massifs à destination de l'Italie, mais il ne pouvait faire plus.

Mais, quand la troupe des révolutionnaires eut réussi à s'embarquer pour Airolo, le Conseil fédéral dut envisager d'autres mesures, car le gouvernement tessinois redoutait doublement la présence sur son sol d'un tel contingent: d'une part, il pouvait soulever les nombreux tailleurs de pierre italiens occupés dans les carrières de granit de la Léventine; de l'autre, il représentait un afflux de gens sans ressources risquant de tomber à la charge des autorités locales. Aussi, dès le 13 mai, alors que la colonne des ouvriers italiens était encore à Lucerne, le président du Conseil d'Etat tessinois, le radical Curzio Curti, avertissait Berne que, conformément aux mesures arrêtées la veille, on n'autoriserait pas les Italiens venus de l'intérieur de la Suisse à s'arrêter au Tessin; 240 avaient déjà passé par le train et franchi la frontière; une trentaine, demeurés sans ressources à Bellinzone, seraient conduits en Italie, en direction de Luino. Et, dans un rapport qui ne fut pas rendu public, Curti, le même jour, avisait Berne qu'on ne laisserait pas descendre du train la colonne à Airolo, mais qu'on la ferait continuer jusqu'à Chiasso. En cas de besoin, on lèverait des troupes pour faire appliquer ces ordres[9]. Rien n'était dit au sujet de ce qui se passerait à la frontière, mais il était bien évident qu'une telle troupe, voyageant dans un train spécial, ne pourrait échapper aux autorités italiennes. Aussi, plusieurs membres du Conseil fédéral considérèrent dès lors que ces mesures ne différaient nullement de celles que l'on prenait ordinairement à l'égard des vagabonds étrangers: les conduire à la frontière pour les remettre entre les mains de la police de leur pays. C'est ce qui ressort nettement d'une dépêche du président de la Confédération au représentant de la Suisse à Rome, toujours le vendredi 13 mai: *«Pouvez tranquilliser gouvernement italien. N'avons pas attendu qu'il nous le demande pour prendre les mesures dictées par les agissements de ses ressortissants sur notre territoire* [...]. *Cinq cents ouvriers venus de Lausanne et Berne sont à Lucerne sans aucun moyen d'existence; ils seront évacués administrativement sur la frontière italienne»* [10].

---

9. *Feuille fédérale*, 1898, III, p. 380 et Arch. féd., *ibid.*, Bd. 53 et 2001/281.

10. Arch. féd. 2001/281.

Le lendemain 14 mai, alors que la colonne, ayant abandonné le train, descendait à pied la Léventine, le président de la Confédération télégraphia à Bellinzone pour demander de bloquer la troupe avant Biasca: *« Tous les meneurs doivent être arrêtés. Les autres, comme dénués de ressources, seront conduits sous escorte à la frontière par petits groupes et remis aux autorités italiennes* [...]. *En cas de résistance, on recourra aux armes »* [11].

Plus tard, devant la vague de réprobation suscitée dans le pays par la remise du *« train des Italiens »* aux *bersaglieri* royaux, le gouvernement fédéral cherchera à se justifier en prétendant que sa volonté avait été mal interprétée; en effet, le 15 au matin, l'un des secrétaires, chargé de la traduction d'un télégramme du procureur général de la Confédération à la police tessinoise, avait, de son propre chef, ajouté une phrase au texte qui lui avait été remis: *« Au reste, en tant qu'il concerne les Italiens en voyage, nous vous confirmons le télégramme d'hier du Conseil fédéral suivant lequel cette bande doit être conduite sous escorte militaire à la frontière et remise aux autorités italiennes. »* [12]

L'adjonction et la modification des instructions sont indéniables, mais, que la livraison se soit faite par petits groupes ou en bloc ne changeait rien au fait lui-même, pas plus qu'au sort des ouvriers; dans les deux cas, cette mesure équivalait, en fait, à une extradition. Le 27 mai, le ministre de Suisse à Rome, à la suite d'une enquête assez difficile, réussissait à obtenir quelques renseignements sur le sort des 212 passagers du train livrés à Chiasso: 130 avaient été renvoyés sans autre dans leurs communes natales; 66 demeuraient en prison à cause de condamnations antérieures ou parce qu'ils allaient être traduits devant le conseil de guerre; 10 étaient retenus pour un complément d'enquêtes, tandis que 6 avaient été autorisés à émigrer en Amérique [13].

Cette manière de faire n'avait donc rien de comparable à la procédure en vigueur à l'époque, qui consistait à conduire à la frontière les vagabonds sans moyens d'existence et à les remettre aux autorités de leur pays, ce qui se soldait, pour eux, par une nuit au poste de police et, éventuellement, leur rapatriement vers un autre lieu, mais, naturellement, sans aucune poursuite devant les tribunaux et sans aucune autre privation de liberté.

Aussi, la livraison des 212 Italiens suscita-t-elle une véritable levée de boucliers dans l'ensemble du pays: elle était en contradiction par trop flagrante avec les principes suivis jusqu'alors en matière d'asile politique. D'autre part, elle apparaissait, même aux esprits les plus conservateurs, comme une mesure qui contrastait par trop avec la pleine liberté accordée auparavant à ces mêmes Italiens: certains se demandaient s'il n'aurait pas mieux valu disperser au préalable leurs rassemblements.

L'épisode devenait une affaire de politique intérieure suisse qui allait retenir l'attention jusqu'à l'été et qui mériterait d'assez longs développements. Bornons-nous à constater qu'il y eut une interpellation au parlement tessinois, puis une discussion aux chambres fédérales où le gouvernement suisse dut

---

11. *Feuille fédérale* 1898, III, p. 382.

12. *Ibid.*, p. 383.

13. Arch. féd. 2001/281.

présenter un rapport. Vivement critiqué, il dut subir un vote de défiance (106 voix contre 11 au Conseil national), qui, dans un régime parlementaire à la française ou à l'italienne, aurait entraîné sa démission immédiate. Une résolution plus ferme encore et réclamant son intervention auprès du gouvernement italien pour obtenir la libération des emprisonnés fut écartée contre les 12 voix d'une minorité de socialistes, de radicaux de gauche et de catholiques sociaux.

Relevons ici le rôle joué par le parti catholique: dans l'opposition depuis la victoire contre le Sonderbund, il s'était vu reconnaître, en 1891, une participation minoritaire au gouvernement où la majorité radicale lui avait concédé un siège sur sept; mais cela ne l'empêche pas, à l'occasion, de continuer à jouer la carte de l'opposition; dans le canton du Tessin, il a été chassé du pouvoir, huit ans auparavant, par une petite révolution, et le gouvernement cantonal radical est, à ses yeux, un usurpateur. Aussi est-ce un député catholique qui, à Bellinzone, interpelle le Conseil d'Etat pour lui reprocher la livraison des 212 Italiens. Et à Berne, au Conseil des Etats, l'homme d'Etat catholique fribourgeois Georges Python rejettera toute la faute sur le gouvernement tessinois que le Conseil fédéral avait eu le grand tort de suivre: *« Les Italiens,* déclara-t-il, *n'ont commis aucun délit, ni contre la sécurité intérieure de la Suisse, ni contre l'Italie »*.

Tout s'était bien passé jusqu'au moment où la troupe avait franchi la Gothard; certes, reconnaissait Python, il s'était tenu de violents discours contre les autorités italiennes, *« mais nous en disons bien davantage dans nos congrès catholiques »*. Si tout s'était gâté, *« la faute est tout entière dans la peur qu'a eue le gouvernement tessinois et les dépêches effrayées qu'il a adressées au Conseil fédéral »*. Il n'y avait pas une bonne ou une mauvaise manière de remettre les ouvriers aux autorités frontalières: il ne fallait pas les remettre du tout et les expulser en les laissant choisir l'endroit où ils entendaient quitter la Suisse. Et Python ajoutait, à l'adresse du gouvernement: *« Il faudrait quand même s'intéresser à ces malheureux traduits en conseil de guerre par notre fait* [...] *Vous avez, dans cette affaire, montré tant de complaisance envers le gouvernement italien; vous avez été plus royalistes que le ministère d'Italie; est-ce que cet empressement ne trouvera pas un écho en Italie ? »* Une demande de la Suisse en faveur des prévenus aurait ainsi quelque chance de succès; pour cela, il ne fallait pas affaiblir au préalable la position du Conseil fédéral par un vote de défiance. Mais la proposition de Python fut repoussée par 25 voix, qui se rallièrent à la position du Conseil national, contre 7[14].

Remarquons encore la présence, aux côtés des socialistes, du conseiller national Kaspar Decurtins, représentant de ce catholicisme social qui fleurit alors en Suisse et qui est plus particulièrement sensibilisé aux problèmes ouvriers par l'émigration toujours plus large vers les régions industrielles protestantes de travailleurs catholiques venue des cantons à dominante agraire ou d'Italie.

---

14. *Journal de Genève*, 2 juillet 1898. Les séances des chambres fédérales consacrées à cette affaire n'ont pas fait l'objet d'un compte rendu sténographique officiel.

Ajoutons aussi que cette affaire eut des répercussions plus locales et suscita un petit conflit entre le gouvernement fédéral et celui de Genève, dont les autorités de police furent accusées de ne pas avoir informé Berne en temps voulu. Tout cela se joue sur un fond fort complexe sur les détails duquel nous ne pouvons nous attarder: position délicate des radicaux genevois écartelée entre leur défense traditionnelle du droit d'asile et le désir de ne pas mettre en mauvaise posture leur représentant, le conseiller fédéral Adrien Lachenal, ce qui leur vaut les flèches venimeuses de *La Suisse*, nouveau journal conservateur, s'adressant à un public populaire, qui mène une violente campagne contre Berne et contre la livraison des ouvriers italiens, tandis que l'organe traditionnel des conservateurs, le *Journal de Genève*, dans sa lutte contre le gouvernement radical socialiste de Genève (depuis 1897, les socialistes occupent l'un des sept sièges du gouvernement), s'en prend à la trop grande tolérance dont abuse le socialisme international tel qu'il se manifeste en Suisse. On a un aperçu, par cette rapide énumération, de toute la complexité que le cantonalisme et le fractionnement géographique des partis apportent à la vie politique suisse, sur laquelle cette affaire du *« train des Italiens »* a agi comme un véritable révélateur.

Il faudrait, bien entendu, parler plus longuement des interventions des socialistes suisses sur le plan parlementaire, dans leur presse et dans les meetings de protestation qu'ils organisèrent. A Zurich, un comité spécial fut formé par le Parti socialiste, l'Union syndicale suisse et le Grütli pour recueillir des secours en faveur des Italiens réfugiés en Suisse à la suite de la répression et pour payer les frais de retour des travailleurs partis pour la frontière et demeurés bloqués au Tessin ou ailleurs, Plusieurs journaux socialistes mirent en cause l'armée, à propos du rôle qu'elle avait joué dans la surveillance et la remise du train; ils recommandèrent aux ouvriers suisses qui pourraient être mobilisés dans des cas semblables de refuser des ordres de ce genre et de s'y opposer par tous les moyens. Il est d'ailleurs significatif de voir que les articles les plus nets et les plus fermes ont paru dans l'organe du Grütli, qui représente l'aile droite, nationaliste, du Parti. Cela montre bien combien cette affaire allait à l'encontre du sentiment national fondé sur l'héritage démocratique et patriotique de 1848, dont justement était issue la société du Grütli[15].

Si les socialistes suisses se sont efforcés d'apporter un soutien efficace aux victimes des événements et aux réfugiés, s'ils n'ont pas manqué à leurs devoirs de solidarité en prenant vigoureusement la défense de leurs camarades italiens, ils n'avaient nullement encouragé leur mouvement. Le jeudi 12, à Berne, alors que la colonne était reçue au *Volkshaus*, Karl Moor, rédacteur de la *Tagwacht*, et le secrétaire ouvrier Nicolas Wassilieff étaient présents; mais ils ne semblent pas être intervenus publiquement contre la marche à la frontière. Il est vrai que l'atmosphère ne s'y prêtait guère et que Rinaldo Rigola, venu de Lyon où il s'était exilé dans le dessein d'empêcher

15. C'est le même sentiment qui anime le discours du conseiller national radical tessinois Romeo Manzoni qui, en 1899 encore, s'élèvera contre l'expulsion des membres de la Commission exécutive de l'Union des socialistes de langue italienne en Suisse.

ce mouvement inconsidéré, n'osa pas prendre la parole devant la foule de ses compatriotes, malgré la popularité dont il jouissait auprès de ceux, assez nombreux, qui étaient originaires de la province de Biella[16]. Le lendemain, au meeting organisé par la section socialiste italienne de Berne, Wassilieff recommanda de suivre les conseils reçus de Lugano et de s'abstenir d'une équipée sans perspective. Mais il fut battu par 73 voix contre 10, et il faudra attendre le 14 pour que, par 32 voix contre 15, on décide enfin de renoncer à partir[17].

A Zurich, au contraire, dès le début, les socialistes suisses et allemands prirent nettement position contre le mouvement projeté; dès le 11 mai, le Dr Karpeles qui parlait, en italien, aux ouvriers assemblés, les incitait, au nom du Parti socialiste suisse, à ne pas marcher; le même conseil était d'ailleurs donné par l'anarchiste allemand Alfred Sanftleben. Le quotidien socialiste, le *Volksrecht*, rapporta soigneusement ces avis et, le 14 mai, en caractères gras, il donnait le mot d'ordre de ne pas partir[18].

En Suisse romande, où l'emprise du Parti sur la classe ouvrière était beaucoup moins forte, les socialistes suisses semblent être demeurés totalement étrangers aux événements. Ils n'interviendront que par la suite, pour protester contre l'extradition. Cela tient non seulement à la faiblesse relative du socialisme romand, mais aussi à sa mauvaise entente avec les socialistes italiens, surtout à Lausanne, où le chef vaudois Aloys Fauquez n'avait pas hésité à jouer des rivalités entre ouvriers indigènes et étrangers pour asseoir son pouvoir.

Mais il est un autre problème que nous n'avons guère abordé jusqu'à présent: l'attitude de l'organisation socialiste italienne en Suisse et de ses dirigeants. Ont-ils soutenu et tenté d'organiser ce mouvement ou ont-ils tenté de s'y opposer? L'*Unione Socialista di Lingua Italiana* (USLI), qui rassemblait en une seule organisation les Tessinois, à vrai dire peu nombreux, et les Italiens de toutes les parties de la Suisse, s'était créée en 1895; y adhéraient à la fois des sections politiques et des syndicats locaux (de maçons ou de terrassiers, la plupart du temps), soit, au total, quelque vingt-cinq à trente organisations comptant quelque 900 adhérents. Membre collectif de l'Union syndicale suisse (USS) et du PSI, l'USLI disposait d'un hebdomadaire, publié à Lugano depuis septembre 1897, *Il Socialista*. A la tête de l'USLI, une Commission exécutive, qui, depuis 1897, avait son siège à Genève. Son secrétaire était Antonio Vergnanini, né en 1861 à Reggio (Emilia) où il s'était fait connaître comme journaliste et socialiste jusqu'à la fin de 1894, quand, pour échapper au domicile forcé, il s'était réfugié en Suisse. A Genève, il travaillait comme correspondant de divers quotidiens et avait été rédacteur d'un journal de la colonie italienne. Il n'avait pas tardé à militer au sein de l'organisation socialiste italienne en Suisse et à y acquérir une grande influence. *« Il se dit socia-*

---

16. Berutti, *op. cit.* pp. 55 et 58. La présence de Rigola est attestée par un rapport de la police bernoise du 16 mai (Arch. féd., Bd 539, dossier Berne).

17. Arch. féd., *ibid.*

18. *Ibid.*, d. Zurich, entre autres, rapport du 20 mai 1898; *Volksrecht*, 13, 14 mai 1898.

*liste marxiste de l'école de Pleckanoff»*, écrivit un journaliste qui l'avait interviewé peu après les événements.

Et, effectivement, toutes les interventions de Vergnanini sont conformes à cette ligne du socialisme intransigeant qui s'oppose à l'anarchisme en prônant l'organisation disciplinée des masses. La situation particulière de l'émigration l'incite à porter l'accent sur l'organisation la plus élémentaire, sur le syndicat qu'il tendra à privilégier par rapport au parti politique proprement dit. Et cela était d'autant plus naturel que, de par sa constitution même, l'USLI avait déjà un caractère hybride. Ce type d'organisation, comme d'ailleurs la composition sociale de l'émigration, favorisait une certaine confusion au sein des sections, où l'on trouvait souvent des tendances anarchisantes, voire même de véritables anarchistes. Malgré les décisions des congrès nationaux et internationaux dont se réclamait l'USLI, la situation était loin d'être clarifiée dans ses rangs et la différenciation entre socialistes et anarchistes, souvent, ne s'était pas faite. Aussi Vergnanini avait-il entrepris une vive lutte contre les conceptions étrangères au socialisme, lutte qui aboutit parfois à l'expulsion et à l'épuration du Parti[19].

Cette position politique de Vergnanini, les renseignements dont il disposait comme journaliste, sa capacité à analyser la situation ne lui permettaient pas de partager les illusions de ses compatriotes quant à la révolution en Italie. Néanmoins, fort troublé par le manque d'informations et par l'agitation des ouvriers émigrés, mis en émoi par un mystérieux télégramme de Lucerne appelant à aller prendre d'assaut Côme et Varèse, télégramme dans lequel il flaire la provocation, Vergnanini décide de se rendre à Lugano, pour se rapprocher du théâtre des événements, pour s'y entretenir avec les réfugiés qui commencent à affluer et, surtout, pour y diriger le journal *Il Socialista*, dont il fera paraître des suppléments quotidiens. Le lundi 9 mai au matin, il quitte Genève, en compagnie d'un autre membre de la Commission exécutive, l'étudiant Dugoni. Décision lourde de conséquences, car aux heures cruciales, quand, à Genève et à Lausanne, se décidera la marche à la frontière, le principal dirigeant qui aurait pu s'y opposer avec le plus de succès, vu son influence, se trouvera au Tessin où, justement, les ouvriers italiens, moins nombreux, ne bougeront pas, sans doute mieux renseignés sur ce qui se passait réellement en Italie vu la proximité géographique. On a, par la suite, accusé Vergnanini et ses amis d'avoir commencé par encourager le mouvement puis, voyant la tournure que prenaient les choses, d'avoir tenté de le freiner. En

---

19. On trouvera quelques indications sur l'émigration et sur les débuts de l'USLI dans l'excellent livre d'Anna Rosada, *Serrati nell'emigrazione. 1899-1911*, Rome, 1972; ainsi que dans le travail contemporain d'Emanuele Sella, *L'emigrazione italiana nella Svizzera*, Turin, Roux Frassati et Cie, 1899, 125 p., paru auparavant dans la *Riforme Sociale*, Anno VI, vol. IX, 1899, IIa série, pp. 263-274, 369-390, 478-489, 586-605, 691-710, 791-809, 904-918. Sella qui, en Suisse, avait été membre de l'organisation socialiste italienne, écrit que le moment de dire toute la vérité sur les bandes armées de 1898 n'est pas encore venu (n. p. 699). Sur Vergnanini, cf. Arch. féd., *Bundesanwaltschaft...*, Bd 232, dossier à son nom; Archives d'État Genève, Etrangers j. 10604. Interview de Vergnanini à *La Suisse*, 7 juin 1898.

fait, il n'en est rien; la circulaire que la Commission exécutive expédie, de Genève, le 9 mai, peu après le départ de son secrétaire, est claire: *« I dolorosi avvenimenti di questi giorni in Italia obbligano il partito nostro ad una azione più energica. I nostri compagni Vergnanini e Dugoni, causa la mancanza di notizie precise e anche per concretare un lavoro comune coi molti rifugiati nel Ticino, sono già partiti a quella volta, da dove con circolari e giornali, daranno alle Sezioni le opportune istruzioni »* [20].

Une mobilisation du Parti dans l'attente d'instructions ultérieures, donc. Celles-ci sont données par les nombreux télégrammes envoyés par Vergnanini et ses compagnons les jours suivants, pièces qui ont été rassemblées pour les besoins de l'enquête fédérale. A les lire, on n'y trouve aucun appel à partir; bien au contraire, plusieurs, envoyés à Lausanne entre autres, demandent explicitement de s'abstenir de toute action intempestive, tandis que deux d'entre eux essayèrent vainement de stopper la colonne à Berne et à Lucerne [21]. Morgari, Cabrini, Dell'Avalle, Caldara, réfugiés au Tessin, avaient même, avec Vergnanini, envoyé un télégramme à la municipalité de Brigue pour lui demander de retenir la troupe des Italiens partis pour le Simplon [22]. Tous cherchèrent à stopper l'exode. Dino Rondani, qui avait quitté Milan le 8 mai, fut averti, dans la nuit du 12, qu'un train venant de Zurich avec beaucoup d'Italiens à bord allait arriver; il se rendit aussitôt en gare de Bellinzone et, avec l'aide de Ettore Jotti, jeune ouvrier fondeur de Reggio (Emilia) établi à Zurich qui était allé au-devant du convoi, il réussit à dissuader de leur projet une cinquantaine de participants [23]. Vergnanini avait également envoyé un messager à Lucerne et à Fluelen, pour tenter d'arrêter la colonne venue de Lausanne, et s'était rendu lui-même en gare de Lugano pour détourner d'autres groupes.

Mais ces démarches ne suffirent pas à rassurer le gouvernement tessinois inquiet de voir converger vers son canton les réfugiés fuyant l'Italie et des bandes d'ouvriers voulant s'y rendre. Après avoir vainement réclamé l'internement de Vergnanini et de quelques-uns de ses amis dans une ville du nord de la Suisse, il fit arrêter ce dernier, d'entente avec le gouvernement fédéral, dans la soirée du 14, et mettre aux arrêts à leur domicile Tedeschi et Rondani. Cette mesure, qui ne sera levée que le 20, empêchait toute conciliation avec la colonne venue de Lausanne qui, le lendemain, sera, on le sait, embarquée de force et conduite à Chiasso. De surcroît, accompagnées de l'arrestation de divers autres Italiens, soit parce qu'ils étaient sans ressources, soit parce qu'ils semblaient mêlés aux événements, ces mesures répressives frappaient justement les moins « coupables », ceux qui s'étaient opposés au mouvement.

Mais le gouvernement tessinois semble avoir cru à un double jeu des socialistes italiens, d'autant plus que *Il Socialista* avait un ton qui ne contribuait pas à rétablir le calme, estimait-il. Si l'on examine la collection du jour-

---

20. Arch. féd., *ibid.* Bd. 539, dossier Tessin, p. 163.

21. *Ibid.*

22. *La Gazzetta Ticinese*, 16 mai 1898.

23. Arch. féd., *ibid.*, p. 90 et 103, procès-verbaux d'interrogatoire par la police tessinoise.

nal durant ces quelques jours, on ne peut qu'être frappé par l'absence, dans ses colonnes, de toute consigne simple et claire. Le numéro du 7 mai consacre un article à *« La Rivolta »*; on y explique que les révoltes de la faim ne sont pas le fait de révolutionnaires conscients de leurs droits et des fins que poursuit le mouvement ouvrier, qu'il ne faut pas se faire d'illusions à ce propos; la révolution socialiste suppose l'industrialisation préalable du pays et le seul changement possible à l'heure actuelle est le passage à la république bourgeoise. *« In Italia pel trionfo dei diritti proletari occore innanzi tutto una rivoluzione borghese* [...]. *Che le rivolte odierne ne siano il preludio? Non lo crediamo, ma speriamolo, pel bono della nostra causa. »*

Le numéro spécial du 11 mai titre, sur les quatre colonnes de sa première page: *« La Rivoluzione in Italia contra la Monarchia »* et donne des nouvelles assez exactes, telles qu'on pouvait se les procurer à ce moment. A les lire, on voyait bien qu'il s'agissait d'un mouvement purement spontané, mais la feuille ne donnait aucune directive à ses lecteurs. Le deuxième supplément, le 12 mai, consacre un article à l'agitation en Suisse: on y dénonce les fausses nouvelles et on y démontre l'inanité de toute marche vers la frontière, certes, mais toujours aucune consigne nettement formulée, non plus que dans les deux numéros suivants, datés tous deux du 13. Certes, le dernier, sous le titre *« Le provocazioni e le incitazioni »*, dénonce les fausses nouvelles, les télégrammes suspects et constitue une mise en garde, mais bien tardive. Le mouvement en Suisse, semblable à ceux d'Italie, est qualifié de *« uno scatto generoso ma ancora disorientato della coscienza operaia, che va formandosi. Il valore morale di questo grande movimento è straordinario e per quanto privo di indirizzo e di disciplina rappresenta una promessa terribile, un pronostico formidabile »*.

Jugement intéressant, certes, mais il faut bien se rendre compte que la lecture du journal par les membres de l'expédition n'avait peut-être pas toujours l'effet souhaité par ses rédacteurs. Ainsi, à Berne, quand arrive, en un ballot de mille exemplaires aussitôt distribués, le numéro du 11 mai, avec son large titre sur la révolution en Italie, ses nouvelles, bien que pour l'essentiel exactes, tout au plus quelque peu dramatisées par leur mise en page, sont aussitôt amplifiées, interprétées et intégrées à la conception mythique et apocalyptique des choses qui subjugue les esprits surchauffés. Le moindre événement prend ainsi une signification nouvelle et paraît confirmer les plus folles suppositions. Ainsi, la mort d'une jeune Tessinoise à Luino, sous les balles de la troupe, est aussitôt interprétée par certains comme l'annonce d'un conflit entre la Suisse et l'Italie, comme le prélude à une marche prochaine des Tessinois contre les troupes royales[24].

C'est de cette manière qu'au début, les fausses nouvelles, même les plus invraisemblables, trouvent crédit. Ainsi, à Lausanne, le 10, avant le départ, on annonce que Turin est en flammes et Florence en pleine révolution. Allégations mensongères qui sont acceptées d'autant plus facilement que, comme l'a bien relevé Berutti, l'ensemble des nouvelles fournies par les journaux dont on fait la lecture publique (un bon nombre de ces manœuvres est illettré)

---

24. Berutti, *op. cit.*, pp. 50-51.

et que l'on commente en groupes, montre que les troubles se sont étendus à toute l'Italie; d'où l'idée, toute naturelle, que l'on cache la vérité, et qu'il s'agit bien d'une révolution, de la révolution tant annoncée par les socialistes. Et aussitôt, même les événements extérieurs à l'Italie sont interprétés suivant ce schéma: le mécontentement populaire contre Méline, «l'affameur» à Paris, les protestations en Espagne contre le départ des troupes pour Cuba, des manifestations en Hongrie, s'insèrent en un ensemble cohérent pour aboutir à la vision mythique d'une révolution universelle, ainsi qu'en témoigne ce tract, distribué à Lausanne, le 9 mai:

> *«Lavoratori Italiani, la fame infierisce dovunque l'Italia è insorta. Tutta Madrid è in istato d'assedio, l'Ungheria è in rivoluzione. In Italia intiere regioni dalla dipendenza del vile potere politico sono passate sotto la dipendenza del feroce potere militare.*
> *A Milano 350 morti e mille e più feriti, le donne sono alle barricato col loro bimbi affamati in braccio, ad il governo ne ordina lo sterminio.*
> *Italiani – di fronte alle vigliacche repressioni, all'immane assassinio dei fratelli e parenti, noi coscienti dobbiamo ricorsi colà a vendicare le atrocità d'un governo infame. Stasera troviamoci tutti alla sezione del partito socialista italiano alle ore 8, rue Madeleine 9.*
> Gran comizio Il Comitato.» [25]

Le 10 au soir, à Genève, ce sont des gens venus de Lausanne qui retournent l'assemblée à laquelle on proposait simplement de se rendre en cortège au consulat pour y remettre une adresse. *«Un compagnon de Lausanne nommé Paffone déclare que ce n'est plus le moment des discours et des protestations, il faut maintenant des actes, des faits, le sang de nos frères coule en Italie, il faut les venger, partir pour la frontière, imiter les collègues de Lausanne, qui sont déjà en route. Paffone remet à Piazzalunga, le président, un journal de Lausanne, la* Feuille d'Avis, *qui donne un compte rendu des manifestations des Italiens à Lausanne, dont 400 sont déjà partis pour l'Italie. Piazzalunga fait la lecture de cet article. L'assemblée se range du côté de Paffone».* Ce rapport de police est confirmé par les interrogatoires ultérieurs des militants socialistes italiens de Genève; ceux-ci ont été complètement dépassés par la foule, comme en témoignent leurs télégrammes à Vergnanini; le mercredi 11, encore, ils enverront l'un des leurs à Berne pour tenter d'arrêter l'expédition.

Mais, nombre de ces militants socialistes, après avoir essayé de retenir leurs camarades, se laissent entraîner à leur tour. Ainsi, à Genève, le cordonnier Victor Barge reconnaîtra: *«Mais, comme tout le monde était bien décidé, et, ne voulant pas me séparer de mes camarades, je pris part à l'organisation de la colonne»* [26]. A Lausanne, c'est un socialiste qui s'était manifesté, l'année précédente, par son opposition aux tendances anarchistes, qui, le 10, lance la fausse nouvelle de l'incendie de Turin; et ce Carlo Depaulis, vice-président du syndicat des maçons et manœuvres italiens, à Lausanne depuis

25. Arch. féd., *ibid.* dossier Vaud; Berutti, *op. cit.*, pp. 21-22 et passim.

26. Arch. féd., *ibid.* dossier Genève.

deux ans, père de deux enfants, muni des 200 lires qu'il avait économisées pour se rendre à l'exposition de Turin, part avec la colonne. Il ne croyait pas tellement aller se battre, déclarera-t-il, mais pensait plutôt à une démonstration, espérant qu'ils seraient accueillis à la frontière en triomphateurs. A Lucerne, sans doute quelque peu refroidi, il se sépare du gros de la troupe et, par le train, gagne Lugano où, prétendra-t-il, il incite ses camarades à envoyer des émissaires pour détourner la colonne. Arrêté, il est trouvé porteur d'un revolver et de cartouches[27].

Dans leurs dépositions devant la police, les socialistes italiens de Genève ne se sont pas gênés pour mettre en cause les anarchistes. Et, en fait, il est indéniable que plusieurs de ceux-ci ont poussé au mouvement, à Genève, et ont participé à l'expédition du Simplon[28]. Cependant, à Neuchâtel où les deux tendances coexistent dans la même organisation et où l'anarchiste Germani exerce une forte influence, on tient de violents discours, on manifeste mais seuls 16 ouvriers prennent le train. A Zurich, on l'a vu, l'anarchiste Sanftleben parle contre l'expédition. On ne peut donc, comme ont tendance à le faire les socialistes, voir partout la main des anarchistes et même de mystérieux provocateurs, auteurs de fausses nouvelles et de télégrammes incendiaires.

En fait, les quelques exemples cités plus haut en témoignent, et une analyse plus détaillée des journées du 9 au 12 le démontrerait, il y a eu véritablement explosion d'un sentiment de révolte latent qui s'est traduit par la formation spontanée d'assemblées qui se sont donné leur propre organisation, recourant pour cela, quand c'était possible, aux structures existantes: cercles socialistes, syndicats, etc. Quand les militants essayent de résister, ils sont balayés et emportés par le courant. Ces masses qui s'encouragent de ville en ville, se nourrissent de fausses nouvelles, n'ont rien de spécifiquement anarchiste ou socialiste; c'est à d'autres concepts qu'il faut faire appel pour les comprendre, à ceux qu'ont forgés les historiens qui, comme Georges Lefebvre ou George Rudé, se sont attachés à l'étude des foules révolutionnaires. Et il y aurait, de ce point de vue, en confrontant par le détail tous les événements, une étude à faire du comportement de cette foule, de ses réactions aux nouvelles, vraies ou fausses, de cette espèce d'autosuggestion qui lui dicte ses comportements.

L'importance du geste, de la pose, une certaine théâtralité qui permet souvent de dissimuler, sous une apparente unanimité, des adhésions qui ne sont pas toujours aussi complètes qu'il ne paraît, tout cela apparaît à travers nombre d'anecdotes rapportées par Berutti et par la presse Le projet révolutionnaire lui-même semble extrêmement vague; on ne sait trop où l'on va et ce que l'on trouvera; certains s'attendent à rentrer chez eux en triomphateurs; d'autres s'apprêtent très sérieusement à se battre; d'autres, enfin, plus sceptiques, suivent le mouvement pour voir, et les journalistes relèvent la forte proportion de ceux qui sont partis sans emporter ne fût-ce qu'un seul vêtement. Donnons l'exemple de ce Sandon Giaccobe, de Belluno, maçon à Lau-

---

27. *Ibid.*, dossier Vaud et dossier Tessin.

28. Parmi eux se trouvait l'anarchiste espagnol Nin qui, quelques mois plus tard, s'illustra en tirant un coup de pistolet sur un gendarme, lors de la grève générale du bâtiment à Genève.

sanne qui avait auparavant servi quelque temps dans les *carabinieri*; avant de partir, il écrit à sa mère une lettre lui exposant son intention de venir combattre pour la révolution et lui léguant une part de la propriété familiale. La vieille dame, analphabète, va se faire lire la missive par un ancien collègue de son enfant, lequel fait rapport à ses supérieurs: le bon fils, qui se trouvait dans le convoi de Chiasso, s'en tira avec un an de réclusion[29]. Naïveté touchante dont on trouverait facilement d'autres exemples et qui a été relevée par les reporters, Et ce n'est pas un hasard si un mot revient fréquemment sous leur plume, celui de croisade. *« C'est une véritable croisade que les Italiens de Suisse ont rêvée. Ils partent en bandes serrées, enthousiasmés par le mirage de la République sociale ou de l'*Anarchia sempiterna*»* écrit l'un d'eux[30].

Le *Journal de Genève*, conservateur, reprend la formule du *Bund* qui évoque la croisade des enfants de 1212 et écrit: *« L'état d'esprit est analogue et ce sont bien de grands enfants que ces pauvres gens qu'un enthousiasme aveugle arrache à leurs occupations pour les entraîner à la conquête d'un idéal chimérique. Et l'on ne peut s'empêcher de tempérer de quelque sympathie les jugements que la froide raison et le sentiment de la légalité nous inspirent à leur égard. Ce qu'ils vont faire, par quel miracle l'Italie, la* patria diletta, *va se transformer en un paradis terrestre, ils n'en savent rien. Ils ne savent qu'une chose, ces sobres travailleurs, qui couchent à la dure et vivent d'un verre d'eau et d'une poignée de macaronis, c'est que dans leur rude combat pour l'existence, une espérance les a toujours soutenus, celle d'un monde régénéré, d'une terre promise, que symbolisent pour eux ces deux mots: révolution et anarchie »*. Et la feuille conservatrice en profite pour appeler à la répression contre les dirigeants socialistes qu'elle accuse d'avoir exploité à leur profit le mouvement spontané[31].

Même attitude dans un autre journal conservateur, *La Suisse*, qui prend en pitié ces *« cohortes de simples que des meneurs odieux jettent à la frontière* [...]. *Ingénus, naïfs, braves cœurs en somme, excellents ouvriers, ils s'en allaient à la croisade de l'âge d'or. Beaucoup d'entre eux pensaient ne jamais revenir. Ils sacrifiaient de gaîté de cœur leurs quelques francs d'économie, leur gain assuré, leur repos tranquille. Et ils chantaient leurs chansons. Ah! si l'Italie avait su, avait pu mettre de son côté cette force immense, discipliner cette bonne volonté et ce labeur! »*[32].

Croisade, esprit de dévouement et de sacrifice, naïveté, croyance messianique en un nouvel âge d'or instauré grâce à la révolution, tels sont les traits essentiels que les journalistes prêtent à ceux que l'on serait tenté de nommer, pour reprendre le terme d'Hobsbawm, les *« primitifs de la révolte »*. On peut se demander dans quelle mesure ce millénarisme n'a pas été favorisé par les conditions de vie de ces émigrés ainsi que par la forme même de la propagande socialiste et anarchiste. Celle-ci n'a-t-elle pas facilité la naissance de cet

---

29. Berutti, *op. cit.*, pp. 34-35.

30. *Gazette de Lausanne*, 12 mai 1898.

31. *Journal de Genève*, 14 mai 1898.

32. *La Suisse*, 15 mai 1898.

état d'esprit en transposant et en laïcisant certaines notions religieuses? En faisant passer des éléments du rituel catholique dans le langage politique courant? Les transpositions socialistes du *Pater noster*, le Premier Mai dépeint comme la *« Pâques socialiste »*, le jour de la rédemption sociale et de la renaissance de la nature en sont des signes; il y aurait toute une analyse du vocabulaire employé qu'il faudrait mener[33]. Les conditions sociales de ces émigrés, pour une large part maçons ou terrassiers saisonniers passant d'un chantier à l'autre au gré de la demande, vivant au jour le jour, expliquent sans doute la disponibilité qui leur permet de se lancer dans l'aventure sans aucun souci du lendemain. Leur genre de vie tendait même à abolir en eux la perception normale du temps; comme le relèvera E. Sella, tout ce qui remonte à plus d'un mois se perd, pour eux, dans un passé lointain et indistinct qu'ils ne parviennent pas à structurer[34]. Rien d'étonnant donc si les thèmes millénaristes trouvent leur chemin en ces esprits.

L'organisation spontanée qu'ils se donnent ne leur suffit pas; il y a bien des « meneurs » qui se manifestent, des militants socialistes comme Depaulis qui prennent part au mouvement, mais il faut un chef. Et, aussitôt après le départ de Lausanne, apparaît l'idée d'aller chercher, en sa retraite de Montreux, celui qui avait été l'animateur de la section socialiste italienne, Giovanni Battista Peduzzi. Figure originale que celle de cet « ingénieur » de 45 ans, employé dans les carrières, qui avait, grâce à son héritage, subventionné la section socialiste qu'il avait dotée de locaux, d'un restaurant et pour laquelle il avait échafaudé de mirifiques projets. Cela avait attiré une bonne partie des ouvriers italiens de la ville, plus intéressés par les avantages matériels que par le programme politique. Mais, l'héritage dissipé, les choses n'avaient pas tardé à se gâter; des conflits avaient éclaté, certains demandaient des comptes, un contrôle de la gestion de Peduzzi, d'autres s'éloignaient. Déçu, le chef se retira pour réapparaître ensuite en se proclamant anarchiste. Une scission s'ensuivit et Peduzzi se retira à Montreux[35].

Mais on se souvenait de lui et, lorsque la troupe arriva à Montreux, on alla le chercher; en présence de ses anciens compagnons, il retrouva toute sa fougue et son influence; c'est lui qui leur fit abandonner le plan initialement adopté et rebrousser chemin; c'est lui qui, à Fribourg, à Berne, à Lucerne discutera avec les employés des chemins de fer et les représentants des autorités; jusqu'au bout, il dirigera les opérations. Il prendra soin de dissimuler les télégrammes défavorables de Vergnanini et n'hésitera pas, en réponse, à le menacer. Séparé de ses compagnons à Bellinzone, il fut emprisonné et, le 27 mai, sur décision du Conseil fédéral, expulsé de Suisse. Paradoxalement, le principal responsable échappa ainsi aux soldats italiens, alors que nombre de ses camarades, beaucoup moins compromis que lui, connaîtront les prisons de leur pays. Mais son sort n'en fut pas plus heureux: conduit à la frontière française, il fut refoulé en Suisse et partit finalement pour la Belgique, où il ne

---

33. Nous aurions de nombreux exemples à citer, mais pour une large part postérieurs à 1898.

34. E. Sella, *op. cit.*, pp. 24- 25 (376-377).

35. Berutti, *op. cit.*, pp. 12-16; Arch. féd., *ibid.*, dossier Tessin, interrogatoire de Peduzzi, et Bd. 204, dossier Peduzzi.

tarda pas à être interné dans un asile de fous. Berutti a relevé chez lui des signes indéniables d'aliénation mentale et la lettre qu'il avait adressée au commissaire du gouvernement de sa cellule de Bellinzone est visiblement l'œuvre d'un déséquilibré.

N'est-ce pas d'ailleurs à cause de cela qu'il a pu prendre la direction de cette expédition insensée? Ce qui est remarquable, c'est qu'il ait ainsi réussi à s'imposer à cette foule indisciplinée qui en fit son «général». Son éloquence enflammée, sa figure ascétique, son air de conspirateur mazzinien (chapeau à larges bords, longs cheveux, barbe...), son passé à la tête de la section de Lausanne, sa générosité (au Tessin encore, on le verra, avec son argent, acheter une centaine de paquets de tabac et les distribuer à la troupe...) expliquent cette emprise qu'il conservera jusqu'à la fin sur l'âme fruste de ses compagnons. Même Berutti, qui se montre des plus critiques à son égard, ne peut dissimuler sa sympathie: *«Povero Peduzzi! io avrò sempre per lui e per la sua famiglia un sincero rimpianto, e se è vivo, sapendo quanto sofferse per la causa degli oppressi, prima e dopo che perdesse la ragione, gli augurerò sempre, di tutto cuore, di guarire e di essere presto restituito ai suoi ed a noi che tanto amò!»* [36]

Les conséquences de cette équipée furent importantes pour l'émigration italienne en Suisse; en un premier temps, 108 sections, dont beaucoup avaient vidé leur caisse pour soutenir l'expédition ou pour aider au retour de ses membres, furent ruinées et désorganisées; comme cela se produit souvent, l'abattement succéda à l'exaltation et nombre de membres disparurent. Mais, rapidement, le renouvellement constant de l'émigration économique et, surtout, l'afflux des réfugiés regarnirent les rangs de l'organisation. La présence, parmi ces derniers, d'une forte proportion de militants expérimentés allait favoriser l'essor du Parti socialiste italien en Suisse.

Cet épisode oublié des *«Bande svizzere»* se rattache indéniablement à la tradition révolutionnaire du XIX^e^ siècle, à celle de 1848; Oddino Morgari dans sa préface aussi bien que Berutti insistent à juste titre là-dessus. Les foules ouvrières qui s'ébranlent alors sont encore très frustes; elles gardent, dans leurs comportements beaucoup des traits du *«primitif de la révolte»*. Cependant, en même temps, leur action pose des problèmes nouveaux qui sont déjà ceux du mouvement ouvrier au vingtième siècle: rapports entre un certain radicalisme verbal et la pratique réelle; conditions et chances de succès d'une insurrection armée; stratégie à long terme du Parti socialiste. Morgari y a apporté une réponse à sa manière, mais, jusqu'à aujourd'hui, ces questions n'ont pas cessé de se poser.

D'autre part, le mouvement de 1898 en Suisse a montré, pour la première fois, quelles énergies latentes recelait l'émigration ouvrière, quelles capacités d'enthousiasme, de dévouement, de sacrifice à une cause s'y trouvaient. Laissées à elles-mêmes ou mal dirigées, elles avaient abouti à un résultat pitoyable. Essayer de les capter, de les organiser pour les coordonner avec celles du mouvement ouvrier en Italie et dans les autres pays, telle était la tâche des socialistes italiens en Suisse. Dans quelle mesure réussirent-ils à

---

36. Berutti, *op. cit.*, pp. 78-79.

s'en acquitter, c'est là une question que l'on doit se poser, mais à laquelle il n'est pas possible de répondre dans le cadre de cet exposé.

## BIBLIOGRAPHIE


- Ruedi Jost, « Der Italienerzug von 1898 », *Tages Anzeiger Magazin*, N° 43, 25 octobre 1975, pp. 14-25.
- Gian Carlo Maffei, « La marcia degli Italiani attraveso la Svizzera nel Maggio 1898 », *Bollettino storico della Svizzera italiana*, vol. XCI, fasc. II-III, 1979, pp. 93-113.
- Claudio Manella, *Le Bande svizzere 1898. Italiani in Rivolta*, Milan, Mursia, 1998.
- Marc Vuilleumier, « Mouvement ouvrier et immigration au temps de la Deuxième Internationale. Les travailleurs italiens en Suisse. Quelques problèmes », *Revue européenne des sciences sociales/Cahiers Vilfredo Pareto*, t. XV, 1977, n° 42, pp. 115-127.
- Id., « L'emigrazione italiana in Svizzera e gli avvenimenti del 1898 », in *Anna Kuliscioff e l'età del riformismo*, Atti del Convegno di Milano (dicembre 1976), Rome, Mondo Operaio – Edizioni Avanti !, 1978, pp. 85-103.
- Id., « Les ouvriers italiens en Suisse avant 1914 : les difficultés d'une intégration », in Antonio Bechelloni, Michel Dreyfus et Pierre Milza (éd.), *L'intégration italienne en France*, Bruxelles, Complexe, 1995, pp. 409-420.